

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	17.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	KMU
Akteure	Engler, Stefan (cvp/pdc, GR) SR/CE
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 01.01.2021

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: KMU, 2018*.
Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 17.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Wirtschaft	1
Wirtschaftspolitik	1
Gesellschaftsrecht	1

Abkürzungsverzeichnis

RK-SR Kommission für Rechtsfragen des Ständerates

CAJ-CE Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats

Allgemeine Chronik

Wirtschaft

Wirtschaftspolitik

Gesellschaftsrecht

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 04.06.2018
GUILLAUME ZUMOFEN

Face au renforcement du fardeau administratif qui pèse sur les PME, Daniela Schneeberger (plr, BL) a opté pour la voie législative la plus directe avec une initiative parlementaire qui vise un **réexamen du contrôle restreint en matière de révision et de surveillance de la révision pour les PME**. Étant donné que la chambre du peuple a donné suite à l'initiative, la commission des affaires juridiques du Conseil des États (CAJ-CE) s'est penchée sur l'objet. Par 7 voix contre 4 et 1 abstention, la commission a proposé de ne pas donner suite à l'initiative. D'abord, une majorité de la CAJ-CE est convaincue de l'utilité et de l'efficacité du contrôle restreint. Ensuite, elle considère qu'une législation trop précise réduirait les marges de manœuvre. Mais surtout, elle estime qu'un assouplissement de la législation sur le contrôle restreint affaiblirait la protection des créanciers, des clients, des employés et des actionnaires minoritaires. Une minorité, emmenée par Stefan Engler (pdc, GR) proposait d'adopter l'initiative parlementaire. Au final, c'est un vote extrêmement serré qui a décidé du sort de l'initiative. Elle a été rejetée par 21 voix contre 19 et 0 abstention.¹

1) BO CE, 2018, pp.382 s.; Communiqué de presse CAJ-CE; Rapport CAJ-CE